

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007- 036 DU 14 JANVIER 2008 sur les Investissements à Madagascar

EXPOSE DES MOTIFS

La République de Madagascar souhaite attirer les investisseurs et faire du secteur privé le moteur principal de son développement. S'appuyant sur les documents de référence que sont la Vision « Madagascar Naturellement » et le Madagascar Action Plan (MAP), le Gouvernement a défini parmi ses priorités centrales la poursuite d'une forte croissance économique basée sur le développement d'un secteur privé fort et concurrentiel.

L'objectif de la présente loi-cadre est de fournir un environnement incitatif pratique, transparent et d'avant-garde pour toutes les activités d'investissement à Madagascar. Le but est d'adapter et de dynamiser rapidement le tissu économique local pour qu'il soit en convergence avec un contexte économique international particulièrement concurrentiel et où Madagascar se doit d'être constamment en accord avec les grandes tendances mondiales afin de pouvoir attirer avec efficacité les capitaux nécessaires pour créer des emplois et permettre au pays de devenir une économie émergente. De par cette loi-cadre, le rôle de l'Etat devient celui de facilitateur du secteur privé, principal créateur de richesses de la nation et principal moteur de la croissance économique, à travers la création d'emplois, l'augmentation de la productivité et du niveau de vie tout en contribuant à générer une base fiscale élargie et soutenue à moyen et long terme.

Le dispositif mis en place pour l'exécution de cette loi-cadre est l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), organisme autonome agissant au nom de l'Etat Malgache et rattaché à la Présidence de la République. L'EDBM est chargé de la facilitation de l'approbation des projets d'investissements ainsi que de la promotion et du développement des investissements à Madagascar.

Les principes qui sous-tendent cette loi sont les suivants :

L'instauration d'un cadre incitatif à la réalisation d'investissements privés à Madagascar sans privilégier une catégorie d'investisseurs en particulier, qu'il s'agisse d'investisseurs nationaux ou étrangers, déjà établis à Madagascar ou souhaitant s'y établir ;

La simplification d'un grand nombre de procédures administratives afin de transformer le climat des affaires à Madagascar ;

Le renforcement de la compétitivité des sociétés installées à Madagascar ;

L'accès au foncier d'entreprise pour les sociétés de droit malgache, qu'elles soient ou non contrôlées par des intérêts étrangers.

Sur ces bases, la présente loi est divisée en 7 chapitres :

- Chapitre I : Dispositions Générales
- Chapitre II : Rôles et Prérogatives de l'Economic Development Board of Madagascar
- Chapitre III : Immatriculations et Actes des Sociétés
- Chapitre IV : Visas et Autorisations d'Emploi
- Chapitre V : Accès à l'Immobilier d'Entreprise
- Chapitre VI : Règlements des Litiges
- Chapitre VII : Dispositions Finales

Pour faire face à la concurrence internationale et bâtir son avantage concurrentiel effectif,

Madagascar a besoin de rendre très attractif son climat des affaires et doit en conséquence adopter une loi-cadre applicable à tous les investissements locaux et étrangers, dont la rédaction est le fruit d'une large concertation avec les parties prenantes du secteur public et du secteur privé.

Transformer le climat des investissements à Madagascar de façon substantielle, oeuvrer à l'épanouissement de l'entrepreneuriat et donner aux initiatives privées les garanties nécessaires à leur réalisation permettront l'élévation du niveau de vie de tous les Malgaches à travers la création d'emplois, l'acquisition de savoir-faire et une amélioration croissante de la productivité.

Tel est l'objet de la présente loi.

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007- 036 DU 14 JANVIER 2008 sur les Investissements à Madagascar

Le Sénat et L'Assemblée nationale ont adopté en leur séance respective en date du 04 décembre 2007 et du 19 décembre 2007,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Décision n° 02-HCC/D3 du 09 janvier 2008 de la Haute Cour Constitutionnelle ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Définitions

Au sens de la présente loi, en entend par :

1° « Investissement » : Ensemble des ressources financières, y compris entre autres les apports en capital, les avances en compte courant et les emprunts affectés à la réalisation d'un projet économique, qu'il soit infrastructurel, commercial, artisanal, de services, agricole, touristique ou industriel, ainsi que les produits réalisés par l'investissement de ces ressources et affectés à la réalisation d'un projet économique.

2° « Investisseurs » : Toute personne physique ou morale qui contribue en tout ou partie à l'investissement tel que défini ci-dessus.

Art. 2 - Liberté d'investissement

Toute personne physique ou morale, Malgache ou étrangère, est libre d'investir et de s'installer sur le territoire national, dans le respect des lois et règlements en vigueur, sous réserve des dispositions applicables à certains secteurs d'activités qui font l'objet d'une réglementation spécifique. Il s'agit notamment des activités bancaires, d'assurance, minières, pétrolières, de télécommunication, médicales, paramédicales ou pharmaceutiques.

Art. 3 - Egalité de Traitement

Les investisseurs étrangers reçoivent le même traitement que celui des investisseurs de nationalité malgache.

Ils peuvent librement détenir jusqu'à 100% des parts sociales ou actions de la société dans laquelle ils exercent leurs activités sous réserve des dispositions applicables aux secteurs d'activités qui font l'objet d'une réglementation spécifique tel que ceux énumérés à l'article 2 ci-dessus.

Les dispositions du présent article ainsi que celles de l'article 2 ci-dessus ne portent pas préjudice aux droits et avantages plus étendus auxquels l'investisseur peut prétendre en vertu des accords ou traités conclus entre la République de Madagascar et d'autres pays partenaires.

Art. 4 - Protection des droits de propriété

L'Etat garantit le respect des droits de propriété individuelle ou collective.

L'investisseur est notamment garanti contre toute mesure de nationalisation, d'expropriation ou

de réquisition, sauf pour cause d'utilité publique légalement prévue. Le cas échéant, l'investisseur bénéficiera d'une juste et préalable indemnisation conformément aux lois et règlements applicables en la matière.

Art. 5 - Liberté de transfert

Les investisseurs étrangers sont autorisés à transférer librement à l'étranger sans autorisation préalable tous paiements afférents aux opérations courantes entre autres les bénéfices après impôts, les dividendes, les revenus salariaux, indemnités et épargne des salariés expatriés.

Les transactions en capital et opérations financières telles que les cessions d'actions, de parts sociales, de fonds de commerce ou d'actifs, les parts de boni de liquidation, les indemnités d'expropriation sont libres mais doivent être soumises à déclaration auprès du Ministère chargé des Finances.

Ces transferts ne peuvent être effectués que par l'entremise des intermédiaires agréés.

Art. 6 - Stabilité

L'Etat s'engage à instaurer et à maintenir un environnement favorable à l'investissement, à travers le maintien d'un système fiscal simple, équitable et propice à la croissance pour les investisseurs dans le cadre de la réalisation des projets d'investissement visé par la présente loi.

Les investisseurs jouissant des avantages prévus par la présente loi bénéficieront de toute nouvelle mesure législative ou réglementaire plus avantageuse qui serait adoptée postérieurement à la publication de la présente loi.

Les investisseurs jouissant des avantages prévus par la présente loi continueront à bénéficier de ces avantages, nonobstant toute nouvelle mesure législative ou réglementaire visant à supprimer ou atténuer ces avantages, qui serait adoptée postérieurement à la publication de la présente loi.

Art. 7 - Lutte contre le VIH/SIDA

Dans le respect des principes posés par la Loi n° 2005-040 du 20 février 2006 sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection des droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA, toutes entreprises devront mettre en place un programme de sensibilisation /éducation de leurs employés, ainsi que faciliter l'accès de ces derniers au dépistage volontaire de la maladie.

CHAPITRE II ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR

Art. 8 - Généralités

Pour la mise en oeuvre effective de la présente loi et, pour assurer l'instauration et le maintien d'un environnement des investissements favorable à Madagascar, une structure dénommée Economic Development Board of Madagascar (EDBM) a été mise en place.

L'EDBM est chargé de promouvoir, de faciliter et d'accélérer l'approbation de tous les projets d'investissements.

Il reçoit, traite et délivre les différentes pièces administratives nécessaires aux investissements.

A ce titre, il est chargé d'assister les investisseurs dans leurs démarches, de recenser et d'étudier les procédures administratives auxquelles sont assujetties les entreprises et de proposer toute modification visant à l'abrogation, la simplification et/ou la rationalisation de ces procédures.

L'EDBM pourra se voir confier différentes missions et activités destinées à accompagner les investissements.

L'EDBM est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) soumis aux règles du Plan Comptable Général (PCG) en vigueur.

Au sein de l'EDBM, sont représentés selon une logique de «Guichet unique » les différents ministères et collectivités publiques appelés à accorder les visas, permis, licences et autorisations mentionnés à l'article 9.

Ces visas, permis, licences et autorisations demeurent accordés et signés par les Ministres concernés ou leurs délégués ou par toute autre autorité administrative compétente.

Art. 9 - Attributions

1- Facilitation et accélération des procédures administratives nécessaires à la réalisation d'investissement et à la création d'entreprises :

L'EDBM, à l'exception de tout autre service de l'Etat et des collectivités publiques, reçoit les

demandes relatives à des projets d'investissement et veille à ce que les représentants des différentes administrations qu'il regroupe procèdent à leur instruction et y réservent les suites voulues dans les meilleures conditions de délai et de transparence.

Doivent notamment être reçues et instruites au sein de l'EDBM les demandes relatives à :

- la délivrance des visas d'entrée et de séjour prorogables et transformables en visas long séjour, conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente loi ;
- la délivrance des visas Professionnels, conformément aux dispositions de l'article 15 de la présente loi ;
- la délivrance des Attestations des Entreprises du régime de Zone franche, conformément aux dispositions de la loi sur les zones et entreprises franches à Madagascar ;
- la délivrance des « Autorisations d'Acquisition Foncières », conformément aux dispositions de l'article 19 de la présente loi ;
- l'immatriculation, les inscriptions modificatives et la radiation des sociétés au Régistre du Commerce et des Sociétés ;
- l'attribution des identifiants fiscaux et statistiques ;
- la délivrance des licences, permis et autorisations requises par la réglementation relative à l'exercice d'une activité touristique ;
- la délivrance des permis de construire et autorisations d'ouverture d'établissement lorsque ces autorisations sont requises par une réglementation particulière ;
- l'EDBM reçoit les déclarations de cessation d'activité des entreprises. Il reçoit également les décisions de retrait d'autorisation, visa ou permis et, procède à leur notification aux entreprises et investisseurs concernés, avec toutes les conséquences de droit en découlant.

Par exception aux dispositions du présent paragraphe, la création de sociétés civiles ou commerciales, lorsqu'elle ne nécessite aucune formalité autre que l'immatriculation et la délivrance des identifiants fiscaux et statistiques, peut être réalisée auprès des services territorialement compétents à raison du siège social.

2- Amélioration du cadre juridique et fiscal des investissements.

En outre, l'EDBM pourra émettre un avis préalable sur tout projet législatif ou réglementaire susceptible d'entraîner une modification du climat des investissements à Madagascar et, ce compris les dispositions de nature fiscale et/ou douanière et les dispositions de la présente loi ou de ses textes d'application. L'EDBM peut également prendre l'initiative de proposer aux autorités compétentes de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

L'EDBM participera également à la négociation de nouveaux traités concernant la protection des investissements, des traités de libre-échange ainsi que des conventions destinées à éviter la double imposition, en étroite relation avec les ministères concernés.

3- Résolution des conflits

L'EDBM pourra intervenir en tant que médiateur dans le règlement des litiges opposant les entreprises ou opposant les entreprises à l'administration, selon une procédure de médiation qu'il établira.

Art. 10 - Délai

Sauf délai spécifique mentionné à la présente loi et sans préjudice des délais plus courts prévus, le cas échéant, par des textes spéciaux, l'EDBM veille à ce que les autorisations, visas, permis et attestations qui relèvent de sa compétence soient délivrés, dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la réception des dossiers complets de demande ou qu'une réponse négative soit notifiée dans le même délai. A défaut, l'autorisation, le visa, le permis ou l'attestation sont réputés accordés, sans préjudice des sanctions encourues par l'agent responsable de la délivrance.

Dans ce cas, le demandeur initial peut saisir l'EDBM aux fins de délivrance d'un document attestant du dépôt de la demande initiale et de l'absence de réponse donnée dans le délai de 20 jours et, rappelant les dispositions du présent article, dont il résulte que la décision sollicitée est réputée accordée. L'EDBM est, dans un délai de dix (10) jours suivant la demande qui lui en a été faite, tenu de délivrer ce document, lequel sera opposable à toutes les administrations publiques ainsi qu'aux tiers et tiendra lieu de titre délivré par l'administration compétente, aussi longtemps que celle-ci n'aura pas délivré l'autorisation, le visa, le permis ou l'attestation sollicités.

Art. 11 - Renforcement de la transparence des entreprises

L'EDBM apporte son appui à la transparence des entreprises telle qu'organisée par le Registre du Commerce et des sociétés en application des articles 5.1 à 6.3 du Code de Commerce.

A cette fin, l'EDBM est chargé de recevoir la part de ressources générées par les déclarations souscrites par les entreprises immatriculées ou par la publication des droits détenus par les tiers sur les biens de l'entreprise, tels que nantissements, privilèges, contrats de crédit-bail et clauses de réserve de propriété et, perçue par les registres locaux à titre de redevance devant être affectée aux moyens d'exploitation et aux amortissements nécessaires. L'EDBM reçoit également les redevances provenant de la consultation individuelle de la base de données du Registre national du commerce et des sociétés, ainsi que de la commercialisation d'ensembles ou de sous-ensembles des données nationales.

L'EDBM a en concertation avec les services compétents du Ministère de la Justice, la responsabilité de décider de l'affectation de ces ressources à la maintenance et aux évolutions du système d'information, ainsi qu'au remplacement des matériels et à la fourniture de consommables pour les sites informatisés.

L'EDBM peut pour ses propres besoins et ceux des investisseurs, consulter directement la base de données du Registre national du commerce et des sociétés. Le greffier affecté auprès de l'EDBM est habilité à délivrer les certificats, copies ou extraits des inscriptions portées au registre, conformément à la réglementation en vigueur et ce, quel que soit le lieu d'immatriculation de l'entreprise concernée.

L'EDBM pourra faire toute proposition concernant les améliorations à apporter au système, ainsi que sur les modifications à apporter au montant des redevances dues au registre du commerce et des sociétés.

Un décret pris en Conseil du Gouvernement précisera les modalités d'application du présent article.

CHAPITRE III IMMATRICULATION ET ACTES DES SOCIETES

Art. 12 - Immatriculation des sociétés

Les sociétés sont immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés sans qu'il soit nécessaire qu'un mandataire social soit résident à Madagascar ou de nationalité malgache. Toutefois, dans un délai de trois mois à compter de l'immatriculation de la société, un au moins de ses mandataires sociaux doit être résident à Madagascar, qu'il soit de nationalité malgache ou étranger titulaire d'un visa de résident ou du récépissé de demande de visa de résident. A défaut, la société s'expose à voir remis en cause les avantages dont elle bénéficie, notamment en ce qui concerne le statut d'entreprise franche ou l'accès à la propriété foncière. Sa dissolution pourra également être demandée par tout intéressé, conformément aux règles de droit commun régissant les irrégularités de constitution des sociétés commerciales.

Art. 13 - Enregistrement des actes des sociétés

A l'exception des actes constatant la formation, la prorogation, la transformation ou la dissolution d'une société, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de son capital, les actes des sociétés ne sont pas obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement. Ces actes sont recevables en l'état par tous les services administratifs et notamment par le Registre du Commerce et des Sociétés. Les énonciations des actes produits et, notamment la date dont ils sont revêtus, font foi, selon les cas, jusqu'à preuve de contraire ou jusqu'à inscription de faux. Aucune publication dans la presse écrite n'est requise antérieurement à l'immatriculation de la société.

Art. 14 - Suppression de l'obligation de la légalisation des signatures

Les contrats, actes, procès-verbaux ou documents nécessitant l'accomplissement d'une formalité administrative d'enregistrement, de transcription, de publication, de dépôt ou autre ne sont soumis à aucune procédure de légalisation ou reconnaissance de la signature des parties.

L'authenticité des signatures qui les revêtent fait foi jusqu'à preuve du contraire.

La présente disposition ne s'applique pas aux conventions qui constatent la transmission par vente de biens immobiliers ou la constitution de baux emphytéotiques.

CHAPITRE IV VISAS ET AUTORISATIONS D'EMPLOI

Art. 15 - Prorogation et transformation des visas d'entrée et de séjour des investisseurs

La prorogation des visas d'entrée et de séjour délivrés à la frontière par les services du Ministère chargé de l'Intérieur, ainsi que la transformation de ces visas en visa professionnel, sont effectuées au niveau de l'EDBM.

Art. 16 - Visa de résident de catégorie Professionnelle

Il est créé un visa immigrant dit « Visa Professionnel » octroyé à tous investisseurs étrangers, qu'ils soient liés à une entreprise malgache par un contrat de travail ou exercent au sein de cette entreprise un mandat social tel que gérant, directeur général, directeur général adjoint, administrateur général, président du conseil d'administration ou président directeur général. Ce visa est délivré au niveau de l'EDBM pour le compte du Ministère de l'Intérieur.

Ce visa Professionnel autorise de plein droit son détenteur à résider et à travailler légalement sur tout le territoire Malgache sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation d'emploi à laquelle ce visa se substitue.

Le visa professionnel est valable pour trois (3) ans à compter de la date du récépissé de la demande.

Ce visa, une fois accordé, vaut titre de séjour. Par ailleurs, une carte de résident est délivrée conformément à la législation en vigueur.

La demande de renouvellement du visa doit se faire dans un délai de un (1) mois avant la date d'expiration.

Le conjoint et les enfants à charge du titulaire reçoivent automatiquement les mêmes droits et pour une durée identique.

Art. 17- Liberté de recrutement et de licenciement des salariés expatriés

Toute entreprise est libre de recruter et de licencier des salariés expatriés spécialisés dont elle a besoin pour la bonne marche de l'entreprise.

Les contrats de travail des salariés expatriés peuvent valablement déroger à certaines dispositions du Code du Travail et de la réglementation sociale en ce qui concerne :

- > l'affiliation à un organisme de sécurité sociale agréé à Madagascar ;
- > l'affiliation à un SMIE ;
- > la durée et les motifs de recours à un contrat à durée déterminée ;
- > les règles applicables en matière d'embauche.

Les modalités pratiques des cas de dérogations mentionnés ci-dessus seront fixées par voie réglementaire.

Ces dérogations ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux des salariés tels que reconnus par les Conventions et Accords Internationaux auxquels Madagascar est partie.

Ces salariés expatriés spécialisés bénéficient automatiquement d'un visa de résident professionnel.

CHAPITRE V ACCES A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Art. 18 - Accès des investisseurs étrangers à la propriété immobilière

a- Les sociétés de droit malgache dont la gestion est placée sous le contrôle d'étrangers ou d'organismes dépendant eux-mêmes d'étrangers au sens de l'art 22 modifié de l'Ordonnance n° 62-041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé sont autorisées à acquérir des biens immobiliers sous réserve de remplir les deux conditions cumulatives suivantes :

les sociétés doivent avoir obtenu auprès de l'EDBM, préalablement à la conclusion finale de tout acte translatif de propriété immobilière, une autorisation dite « Autorisation d'acquisition foncière » laquelle sera délivrée dans les conditions fixées à l'article 19 ci-après ;

les biens immobiliers doivent être affectés exclusivement et de façon continue à l'exercice d'une activité commerciale, notamment industrielle, touristique ou de

service ou d'une activité agricole ou halieutique. L'activité commerciale ne peut consister dans l'acquisition de l'immeuble en vue de sa revente, en l'état ou après réalisation d'aménagements ou de constructions.

b- Les personnes physiques ou morales étrangères ne peuvent accéder directement à la propriété foncière. Toutefois, elles peuvent librement et sans autorisation préalable contracter un bail emphytéotique, d'une durée maximale de quatre-vingt-dix-neuf ans, renouvelable.

Art. 19 - Autorisation d'acquisition foncière

1. L'autorisation d'acquisition foncière est délivrée au niveau de l'EDBM agissant pour le compte du Ministère chargé des Domaines, sur demande de l'investisseur, lequel, à cette fin, dépose un dossier auprès de l'EDBM contenant les pièces suivantes :

- ✓ demande écrite présentée sur un formulaire imprimé remis par l'EDBM ;
- ✓ présentation de l'activité projetée et des motifs justifiant l'acquisition de l'immeuble destiné à son exercice ;
- ✓ Certificat de situation juridique de l'immeuble dont l'acquisition est envisagée si l'immeuble est déjà immatriculé ou cadastré ;
- ✓ et toutes autres pièces requises, selon les cas, par l'administration en charge des Domaines, au soutien d'une demande d'acquisition d'un immeuble.

L'EDBM remet au requérant un récépissé de dépôt du dossier.

2. Ladite autorisation ne constitue en aucun cas, un titre de propriété sur l'immeuble qui en est l'objet, mais seulement le document permettant aux parties de procéder aux formalités légalement prévues pour la cession d'un immeuble.

3. Le bien immobilier acquis sur Autorisation d'acquisition foncière peut librement être cédé ou transféré, à l'exception des cessions ou transferts au bénéfice de personnes étrangères.

Le bien peut également être cédé à des sociétés de droit malgache dont la gestion est placée sous le contrôle d'étrangers ou d'organismes dépendants eux-mêmes d'étrangers, sous réserve de l'obtention d'une Autorisation d'acquisition foncière délivrée conformément aux dispositions de l'article 17 ci-dessus et du présent article.

Art. 20 - Retrait de l'autorisation d'acquisition foncière

L'autorisation d'acquisition foncière peut être retirée dans les cas suivants :

- > non-respect des conditions fixées pour l'obtention de l'autorisation foncière et, notamment la modification, sans autorisation préalable, des conditions d'utilisation du terrain pour d'autres fins que celles du projet d'investissement ;
- > absence de réalisation du projet d'investissement, dans un délai de six mois à compter de l'émission du titre de propriété. Au sens du présent paragraphe, la réalisation du projet d'investissement s'entend, selon les cas, du démarrage effectif de l'activité, de l'engagement des travaux de construction ou d'aménagement prévus ou de l'accomplissement des procédures administratives, financières ou commerciales nécessaires au lancement de l'activité.

Préalablement au retrait d'autorisation d'acquisition foncière, l'investisseur doit avoir été mis en mesure de présenter ses observations écrites ; au vu des observations fournies, un délai de régularisation n'excédant pas trois (3) mois pourra être accordé.

Le retrait de l'autorisation d'acquisition foncière est constaté par arrêté motivé du Ministre chargé des Domaines, sur la demande de l'EDBM ou de toute personne justifiant d'un intérêt à cette fin. L'arrêté doit mentionner les éléments établissant le non-respect par l'investisseur des conditions à la délivrance de l'autorisation ou des obligations mises à sa charge.

Le retrait de l'autorisation d'acquisition foncière emporte de plein droit annulation du droit de propriété et transfert de l'immeuble et des aménagements dont il a bénéficié au domaine privé de l'Etat, sans indemnisation d'aucune sorte. Les installations, les équipements industriels, les machines demeurent toutefois la propriété de l'investisseur qui est tenu, sauf accord contraire, de les récupérer. Il en est de même des biens appartenant à des tiers et, notamment à des institutions de crédit-bail.

CHAPITRE VI REGLEMENTS DES LITIGES

Art. 21 - Règlement des Litiges

Les différends entre investisseurs nationaux et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont soumis aux juridictions compétentes malgaches, à moins que les parties n'aient convenu ou ne conviennent de recourir à un autre mode de règlement des différends.

Les différends entre investisseurs étrangers et l'Etat relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente loi sont réglés conformément à une procédure juridictionnelle ou d'arbitrage découlant :
des Accords et traités relatifs à la protection des investissements conclu entre l'Etat malgache et l'Etat dont l'investisseur étranger concerné est ressortissant ou à défaut ;
de la Convention Internationale pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats ratifiée par la loi n° 66-011 du 05 juillet 1966.

Toutefois, s'il est demandeur à la procédure, l'investisseur étranger peut, en lieu et place de la procédure d'arbitrage susvisés, librement choisir de soumettre aux juridictions compétentes malgaches le différend qui l'oppose à l'Etat.

CHAPITRE VII DISPOSITIONS FINALES

Art. 22 - Dispositions diverses

Sont abrogées :

- Les articles 2 à 6 de la loi n° 96-015 du 13 août 1966 portant abrogation de la loi n° 89-026 du 29 décembre 1989 relative au Code des Investissements et fixant les garanties générales des investissements à Madagascar ainsi que les textes d'application y afférents ;
 - Les articles 11, 11 bis et 11 ter de la loi n° 62-006 du 06 juin 1962 modifiée, fixant l'organisation et le contrôle de l'immigration ;
 - Les articles 10, 11 et 16 de la loi n° 2004-052 du 28 janvier 2005 sur le crédit bail ;
- ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

Sont rétablis : les articles 18 et 19 du décret n° 99-717 du 08 septembre 1999 sur la publicité du crédit mobilier dans leur rédaction antérieure à la loi n° 2004-052 sus visée.

Art. 23 - Des textes réglementaires détermineront les modalités d'application nécessaire à l'application de la présente loi.

Art. 24 - La présente loi entrera en vigueur après sa promulgation par le Président de la République et dès sa publication par radiodiffusée ou télévisée ou affichage ou toute autre mode de publication, indépendamment de son insertion au *Journal officiel* de la République. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 14 janvier 2008

**Le Président de la République
Marc RAVALOMANANA**

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-23/2007 tamin'ny 11 jiona 2007
mikasika ny Lalàna momba ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ny Repoblikan'i Madagasikara dia maniry ny hisarika ny mpampiasa vola hamokarana ary manao ny sehatra tsy miankina ho herin'ny fampandrosoana lehibe mampandeha ny fivoarana. Avy amin'ny antontan-taratasy fototra toy ny « Madagasikara Voajanahary » sy ny « Madagasikara am-perinasa (MAP) », no namaritan'ny Governemanta ho anisan'ny laharam-pahamehany ny fanohizana ny fampitomboana ny harin-karena ekonomika mifototra amin'ny fampandrosoana ny sehatra tsy miankina matanjaka sy afaka hifaninana.

Ny tanjon'ity lalàna fototra ity dia ny hametraka tontolo iainana mampirisika, mangarahara ary

loha lalana ho an'ny tetikasa momba ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara. Ny tanjona ho trararina dia ny hampifanojoana sy hampavitrika haingana ny toekarena eto an-toerana mba hifanaraka amin'ny sehatry ny toekarena iraisam-pirenena izay anjakan'ny fifaninanana ary tsy maintsy ifanaharan'i Madagasikara foana amin'ny fironana eran-tany mba hahafahana misarika amim-pahombiazana ny renivola ilaina mba hamoronana asa sy hampivoitra ny toakerana. Avy amin'ity lalana fototra ity, ny anjara asan'ny Fanjakana dia hanamora ny asan'ny sehatra tsy miankina, mpamorona harena eto amin'ny firenena sady hery lehibe mpampitombo ny toekarena, amin'ny alalan'ny famoronana asa, fampitomboana ny vokatra sy ny fari-piainanan'ny rehetra sady manana anjara amin'ny hetra fototra ary tohanana ho amin'ny salasalany sy ny lavitr'ezaka.

Ny rafitra napetraka mba hanatanterahana ity lalana ity dia ny « Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara » (Economic Development Board of Madagascar (EDBM)), izay rafitra mahaleotena miasa amin'ny anaran'ny Fanjakana Malagasy ary miankina amin'ny Fiadidian'ny Repoblika. Ny EDBM dia miandraikitra ny fanamorana ny fankatoavana ny tetikasa fampiasam-bola hamokarana sy ny fampiroboroboana ary ny fampandrosoana ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara.

Ny foto-kevitra ifanarahan'ity lalana ity dia ireto manaraka ireto :

ny fametrahana rafitra mampirisika ny fanatanterahana ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara ka tsy manome tombony sokajiana mpampiasa vola manokana amin'izany, na mpampiasa vola tera-tany izany na vahiny, efa mitoetra eto Madagasikara na maniry ny hitoetra eto ;

ny fanamorana ny fombafomba ara-panjakana maromaro mba hanovana ny toetry ny fandraharahana eto Madagasikara ;

ny fanamafisana ny fahafaha-mifaninan'ireo fikambanam-barotra izay efa miorina eto Madagasikara ;

ny fahafahana miditra amin'ny fananan-tany ho an'ireo fikambanam-barotra izay efa miorina eto Madagasikara ;

ny fahafahana miditra amin'ny fananan-tany ho an'ireo Orinasa fehezin'ny lalana Malagasy na tantanan'ny vahiny izy ireny na tsia.

Avy amin'ireo fototra ireo, ity lalana ity dia voazara ho toko fito :

- Toko I : Fepetra ankapobeny
- Toko II : Ny anjara andraikitra sy ny fahefan'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara
- Toko III : Ny firaketana am-boky sy ny sora-paneken'ireo Orinasa
- Toko IV : Fanomezana-dalana sy fanomezana alalana hiasa
- Toko V : Fahafahan'ny Fanjarianasa miditra amin'ny fananan-tany
- Toko VI : Ny fitsarana ny olana samihafa
- Toko VII : Fepetra farany

Mba hahafahana miatrika ny fifaninanana iraisam-pirenena sy hametrahana ny tena tombontsoa eo amin'ny fifaninanana dia ilain'i Madagasikara ny hahatonga ny tontolon'ny fandraharahana ho mahasarika, noho izany dia tokony handany lalana fototra iray izay azo ampiharina amin'ny fampiasam-bola hamokarana eto an-toerana sy ny avy any ivelany, lalana izay vokatra ny fifampidian-kevitra eo amin'ny voakasik'izany, avy amin'ny sehatra miankina sy tsy miankina amin'ny Fanjakana.

Ny hanovana amin'ny votoatiny ny tontolon'ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara, ny hampivelarana ny sehatry ny fanjarianasa ary ny hanomezana antoka ilaina amin'ny fanatanterahana ny finiavan'ny sehatra tsy miankina dia ahafahana mampiakatra ny fari-piainan'ny Malagasy rehetra amin'ny alalan'ny famoronana asa, ny fahazoana fahaiza-manao ary ny fanatsarana hatrany ny vokatra.

Izany sy izany no antonanton'ity Volavolan-dalana ity.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

ANTENIMIERAMPIRENENA

VOLAVOLAN-DALANA LAHARANA FAHA-23/2007 tamin'ny 11 jiona 2007
mikasika ny Lalàna momba ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara

Nolanian'ny Antenimierampirenena tamin'ny fivoriana izay nataony ny faha-....., izao Volavolan-dalàna manaraka izao :

TOKO VOALOHANY
FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy voalohany - Famaritana

Araka ity lalàna ity, ny atao hoe :

1° « Fampiasam-bola hamokarana » dia ny fitambaran'ny loharanom-bola, tafiditra ao anatin'ny tolo-pananana ho renivola, ny vodiondrim-barotra ao anaty kaonty mihetsika sy ny fisamboram-bola hanatanterahana tetikasa ara-ekonomika iray na mikasika ny fotodrafitr'asa izany, na ara-barotra, na ara-taozavatra, na ara-draharaha, na ara-pambolena, na ara-pizahan-tany, na ara-indostria, sy ny vokatra azo avy amin'ny fampiasana ireo loharanom-bola ireo izay natao hanatanterahana tetikasa ara-ekonomika iray.

2° « Mpampiasa vola » dia ny olona rehetra am-batan-tenany na fikambanan'olona mizaka ny zo aman'andraikiny izay mandray anjara feno na ampahany amin'ny fampiasam-bola hamokarana araka ny voafaritana etsy ambony.

Andininy-2 : Fahalalahana amin'ny fampiasam-bola hamokarana

Ny olona rehetra am-batan-tenany na fikambanan'olona mizaka ny zo aman'andraikiny, Malagasy na vahiny, dia afaka mpampiasa vola malalaka sy mitoetra eto amin'ny tany Malagasy, ao anatin'ny fanajàna ny lalàna sy fitsipika manan-kery, ankoatr'ireo fepetra ampiharina amin'ny sehatr'asa izay misy fitsipika manokana. Izany dia mikasika indrindra ny asa momba ny banky, ny fiantohana, ny harena ankibon'ny tany, ny solika, ny fifandraisan-davitra, ny fitsaboana, ny manodidina ny asa fitsaboana ary ny fivarotana fanafody.

Andininy -3 : Fitoviana eo amin'ny fifehezana

Mitovy ny fifehezana ny mpampiasa vola vahiny sy ny mpampiasa vola teratany Malagasy.

Afaka manana anjara vola ampiasaina amin'ny orinasa hatramin'ny 100% izy ireo ankoatr'ireo fepetra azo ampiharina amin'ny sehatr'asa izay misy fitsipika manokana izay voatanisa ao amin'ny andininy faharoa etsy ambony.

Ny fepetra voalazan'ity andininy ity sy ireo fepetra ao amin'ny andininy faharoa etsy ambony dia tsy misy fiantraikany amin'ny zo sy tombontsoa malalaka kokoa izay mety ho azon'ny mpampiasa vola takiana arak'ireo fifanarahana nifanaovan'ny Repoblikan'i Madagasikara sy ireo hafa miaramiombon'antoka aminy.

Andininy - 4 : fiarovana ny zo momba ny fananana

Ny Fanjakana dia miantoka ny fiarovana ny zo momba ny fananana an'olon-tokana na iraisana.

Ny mpampiasa vola dia voaantoka amin'izay fepetra rehetra mety handraisan'ny Fanjakana ny fananana, na fanalana ny fananany eo an-tanany, na fanaovan'ny Fanjakana didy, ankoatry ny

antony filam-bahoakana voalazan'ny lalàna. Raha mitranga izany dia mahazo fanonerana ara-drariny sy mialoha araka ireo lalàna sy fitsipika ampiharina amin'ilay toe-javatra, ilay mpampiasa vola.

Andininy faha-5 : Fahafahana eo amin'ny famindrana

Ireo mpampiasa vola, vahiny na tera-tany Malagasy, dia mahazo alàlana hamindra malalaka any ivelany, ka tsy ilàna fahazoan-dàlana mialoha, izay tombombarrotra rehetra avy nanalàna ny hetra, ny zaratombo, ny fandoavana sy ny famerenam-bola isan-karazany, tafiditra amin'izany ny famerenana ireo vodiondrim-barotra ao anaty kaonty mihetsika izay an'ireo mpiombon'antoka ary koa ny vola miditra aminy, ny vokatry ny famindran-tompo ny petra-bola, na ny anjaram-pikambanana, ny famindra-tompo ny tokotanim-barotra na ny enti-mihetsika, ny fisintonana ny tolo-pananana, ny anjara tongoam-bidin'ny famaranam-pananan'izy ireo, ny solo-vola avy amin'ny fanalàna ny fananany eo an-tanany. Ny fahafahana mamindra vola koa dia azo ampiharina amin'ny karaman'izy ireo, ny solo-vola ary ny petra-bola.

Andininy faha -6 : Fahamarinan-toerana

Ny Fanjakana dia mandray andraikitra mba hametrahana sy hitandroana tontolo manodidina mahatsara ny fampiasam-bola hamokaranan amin'ny alalan'ny fampirisihina ara-ketra, arapaditseranana, ara-bola ary ara-tsosialy ho an'ny mpampiasa vola, ao anatin'ny fanatanterahana ireo tetikasa hampiasam-bola hamokarana voatondron'ity lalàna ity.

Ireo mpampiasa vola izay mahazo ireo tombontsoa voatondron'ity lalàna ity dia hahazo hizaka izay fepetra vaovao araka ny lalàna sy ny fitsipika tsaratsara kokoa ho azy izay mety ho laniana aorian'ny famoahana ity lalàna ity ho fanta-bahoaka.

Ireo mpampiasa vola izay mahazo ireo tombontsoa voatondron'ity lalàna ity dia mitohy mahazo hatrany ireo tombontsoa ireo, na dia misy aza fepetra vaovao araka ny lalàna na fitsipika izay mikendry ny hanafoanana na hanalefaka ireo tombontsoa ireo, izay mety ho laniana aorian'ny famoahana ity lalàna ity ho fata-bahoaka.

Ireo mpampiasa vola izay mahazo ireo tombontsoa voatondron'ity lalàna ity dia mitohy mahazo hatrany ireo tombontsoa ireo, na dia misy aza fepetra vaovao araka ny lalàna na fitsipika izay mikendry ny hanafoanana na hanalefaka ireo tombontsoa ireo, izay mety ho laniana aorian'ny famoahana ity lalàna ity ho fata-bahoaka.

Andininy - 7 : Ady atao amin'ny VIH/SIDA

Amin'ny fandalàna ny ventin-kevitra napetraky ny lalàna laharana faha-2005-040 tamin'ny 20 febroary 2006 mikasika ny ady atao amin'ny VIH/SIDA sy ny fiarovana ny zon'ireo olona tratra io aretina io, ny fanjaraian'asa rehetra dia tokony hametraka fandaharanasa fanentanana na fampianarana ireo mpiasa ao aminy, ary manamora ny fahafahan'izy ireo manao fitiliana an-tsitrapo io aretina io.

TOKO II FILAN-KEVITRY NY FAMPANDROSOANA NY TOEKAREN'I MADAGASIKARA

Andininy-8 : Fepetra ankapobeny

Mba hahafahana mampiasa ity lalàna ity tokoa, ary koa mba hitandroana ny fametrahana sy fitazonana tontolo tsara ho an'ny mpampiasa vola eto Madagasikara, dia apetraka ny rafitra iray antsoina hoe Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia nomena andraikitra mba hampirobororo, hanamora ary hanafaingana ireo tetikasa fampiasam-bola hamokarana rehetra.

Mandray, mandinika ary manome ireo taratasy ara-panjakana isan-karazany ilaina amin'ny fampiasam-bola hamokarana izy.

Araka izany, dia nampiandraiketina ny fanampiana ireo mpampiasa vola amin'ny fizotry ny fikarakarakana rehetra izy, hijery sy handinika ireo paik'ady ara-panjakana izay tsy maintsy tanterahin'ny orinasa ary koa hanome tolokevitra hanovana, hanafoanana, hanamoràna sy/na handrindrana ireny paik'ady ireny.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia azo ampanaovina iraka sy asa izay atao miaraka amin'ny fampiasam-bola hamokarana.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia antokon-draharaham-panjakana manana endrika indostrialy sy ara-abrotra iharan'ny fepetra ao amin'ny «Plan Comptable Général» (PCG) manan-kery.

Ao anatin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia ahitana, araka ny lojikan'ny «Guichet unique», ny solontenan'ny ministera samihafa sy ireo vondrom-bahoakam-panjakana izay miandraikitra ny sonia fanamarinana, taratasy fanomezan-dàlana, fahazoan-dàlana sy fanomezan-dàlana voalaza ao amin'ny andininy faha-8.

Ireo sonia fanamarinana, sy taratasy fanomezan-dàlana, fahazoan-dàlana sy fanomezan-dàlana, ireo dia mbola mijanona ankatoavina soniavin'ireo minisitry voakasik'izany na ireo olona nomeny fahefana na izay rehetra manam-pahefana ara-panjakana mahefa.

Andininy - 9 : Andraikitra

1- Fanamorana sy fanafainganana ireo paik'ady ara-panjakana ilaina amin'ny fanatanterahana ny fampiasam-bola hamokarana (sy amin'ny famoronana fanjarinana).

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara, ankoatra ireo sampan-draharaham-panjakana sy vondrom-bahoakam-panjakana, dia mandray ireo fanagatahana mikasika ireo tetikasa fampiasam-bola ary manao andri-maso ny fanatanterahana ireo solontenan'ny sampan-draharaham-panjakana samihafa mivondrona ao amin'ireo ny fandinihana ireo fangatahana ireo sy ny fanomezana izay tohiny ilaina araka ny fe-potoana haingana indrindra sy mangaraharaha.

Tsy maintsy raisina sy dinihana ao anatin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara indrindra indrindra ireo fangatahana mikasika :

- ny fanomezana fahazoan-dàlana miditra sy mitoetra azo halavaina sy ovàna ho fahazoan-dàlana mipetraka ela, araka ireo fepetra voalazan'ny andininy faha-14 amin'ity Volavolan-dalàna ity ;
- ny fanomezana fahazoan-dalàna matihanina, araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-15 amin'ity Volavolan-dalàna ity ;
- ny fanomezana fanamarinana fa fanjarinana afak'haba, araka ireo fepetra ny lalàna momba ny faritra sy fanjarinana afak'haba eto Madagasikara ;
- Ny fanomezana ireo fanomezan-dalàna ahazo tany, araka fepetra voalazan'ny andininy faha-18 amin'ity lalàna ity ;
- ny fanoratana, ny soratra manova sy ny fanafoanana ny Orinasa ao amin'ny Rejisitry ny Varotra sy ny Orinasa ;
- ny fanomezana taratasy fahazoana alàlana, fanomezan-dàlana hanokatra trano fiasana rehefa takian'ny fepetra manokana ireo ;

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia mandray ny fanambaràna fampitsaharana ny asan'ny fanjarinana. Mandray ny fanapahan-kevitra fisintonana ny fahazoan-dàlana, sonia fanomezan-dàlana na fahazoan-dàlana koa izy, ary mampahafantatra azy ireny ny orinasa sy ny mpampiasa vola voakasik'izany, sy izay mety ho vokatra araka ny lalàna aterak'izany.

Maningana amin'ny fepetra voalazan'ity andininy ity, ny famoronana fiaraha-monim-pirenena na fikambanam-barotra, raha toa ka tsy ilàna fombafomba izany, ankoatry ny fanoratana sy fanomezana ireo famapahafantarana araka ny hetra sy ara-statistika, dia azo tanterahana eo anivon'ny sampan-draharaha mahefa eo amin'ny faritra iadidiana araka ny toerana misy ny foiben'ny,

2- Fanatsarana ny rafitra lalàna sy hetra mikasika ny fampiasam-bola hamokarana,

Ankoatr'izay, ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia afaka manome ny heviny mialoha mikasika izay Volavolan-dalàna na fitsipika izay mety hitarika fanovàna ny toetry ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara, ka ao anatin'izany ireo fepetra arak'hetra sy/na ara-padintseranana sy ireo fepetra voalazan'ity lalàna ity na ireo didy fampiharana azy. Ny Filan-

kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara koa dia afaka manolotra soso-kevitra hanovana fepetra mikasika ny lalàna na fitsipika vaovao amin'ireo manam-pahefana mahefa,

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia mandray anjara ihany koa amin'ny fifampiraharaha amin'ny fametrahana fifanarahana vaovao mikasika ny fiarovana ny fampiasam-bola hamokarana, ireo fifanarahana momba ny fifanakalozana malalaka ary koa ireo fifanarahana izay natao mba hialàna amin'ny fandoavana hetra indroa, ka miara miasa akaiky amin'ireo minisitera voakasik'izany izy.

3- Fandaminana ny fifanolàna,

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia afaka miditra an-tsehatra araka ny maha-mpanelanelana azy eo amin'ny fandaminana ny fifanolàna misy eo amin'ny samy fanjaranasa na mampifanolana ireo fanjaranasa amin'ny Fanjakana, araka ny paik'ady fanelanelana izay apetrany,

And - 10 : Fe-potoana

Afa tsy fe-potoana voafaritra manokana ato amin'ity lalàna ity ary tsy manala ireo fe-potoana voalaza fohy kokoa, raha misy, izay voatondron'ny rijan-teny manokana, ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia mitandro manokana mba hanomezana ireo fanomezan-dalana, sonia fanomezan-dalana sy fahazoan-dalana ary fanamarinana izay ao anatin'ny fahefany, ao anatin'ny fe-potoana roapolo (20) andro manomboka amin'ny andraisana ireo antontan-taratasy fangatahana feno, na koa fampahafantarana valiny fandavana ao anatin'io fe-potoana io ihany. Raha tsy izany, ny fanomezan-dàlana, ny sonia fanomezan-dàlana, ny fahazoan-dàlana na ny fanamarinana dia heverina ho toy ny efa azo, ary tsy manala sazy mety hampiharina amin'izay tompon'andraikitra ny fanomezana azy.

Amin'io endrin-javatra io, ilay mpangataka voalohany dia afaka mitondra ny raharaha eo amin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara mba hanomezany taratasy manamarina ny fametrahana ny fangatahana voalohany sy ny tsy fisian'ny valinteny nomena tao anatin'ny fe-potoana 20 andro, ary mampahatsiahy ireo fepetra amin'ity andininy ity, izay ahitana fa ilay fanapahan-kevitra tadiavina dia noheverina fa nekena. Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara, ao anatin'ny folo (10) andro manaraka ilay fangatahana izay natao teo aminy, dia terena hanome io antontan-taratasy io, izay azo atohitra amin'ireo sampandraharaha-panjakana rehetra ary koa amin'ireo olon-kafa ary heverina ho toy ny titra nomen'ny sampandraham-panjakana mahefa, mandritry ny fotoana izay tsy mbola anomezan'io fampandraharaha io ny fanomezan-dàlana, ny sonia fanomezan-dàlana, ny fahazoan-dàlana na ny fanamarinana tadiavina.

And-11 : Fanamafisana ny mangarahara eo amin'ny fanjaranasa :

Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia manohana ny fametrahana ny mangarahara eo amin'ny Fanjaranasa araka ny fandaminana ataon'ny Rejisitra momba ny Varotra sy ny Orinasa ho fampiharana ny andininy faha-5.1 ka hatramin'ny 6.3 ao amin'ny Fehezan-dalàna momba ny Varotra.

Araka izany, ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia miandraikitra ny fandraisana ny anjara loharanom-bola avy amin'ny fanambarana ataon'ireo Fanjaranasa, toy ny antoka, zo manokana, fifanarahana momba ny fampitrosana fampanofana ary ny fepetra mihazona ny maha-tompony, ary voarain'ireo Rejisitra eo an-toerana ho toy ny tamberim-bidy izay tsy maintsy alefa amin'ny fitaovana enti-miasa sy amin'ny famerenana ny vola lany rehetra ilaina. Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana sy Toekaren'i Madagasikara dia mandray ihany koa ny tamberim-bidy azo avy amin'ny fijeren'ny tsirairay ny zavatra tokony ho fantatra ao amin'ny rejisim-pirenena momba ny varotra sy ny Orinasa, ary koa avy amin'ny famarotana ny fitambarana na ny zana-pitambaran'ny zavatra tokony ho fantatra eto amin'ny sehatry ny firenena.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia tompon'andraikitra, miaraka amin'ny sampandraharaha mahefa ao amin'ny minisiteran'ny Fitsarana, rehefa nifampidinika hanapaka ny momba ny fandefasana ireo loharanom-bola ireo amin'ny fikojakojana sy amin'ny fivoaran'ny fomba fampahafantaram-baovao, ary koa amin'ny fanoloana ireo fitaovana sy amin'ny

fanomezana ny zavatra ilaina amin'ny fampandehanana ireo toerana fampitam-baovao misy solosaina.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia afaka mijery mivantana ny zavatra tokony ho fantatra ao amin'ny Rejisir-pirenena momba ny Varotra sy ny Orinasa ho an'ny filàny manokana sy ho an'ireo mpampiasa vola. Ny mpiraki-draharaha nalefa hiasa eo anivon'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia afaka manome sertifika, dika mitovy na dika ampahany amin'ny soratra tsy maintsy hita ao amin'ny Rejisitra, araka ny fitsipika manan-kery, ka izany, na aiza na aiza ny toerana nandraiketana am-boky ny fanjarinasa voakasika.

Ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara dia afaka manome soso-kevitra mikasika ny fanatsarana tokony hatao amin'iro rafitra io, ary koa ny fanovàna izay tokony hatao amin'ny saran'ny tamberim-bidy tokony harotsaka amin'ny Rejisitra momba ny Varotra sy ny Orinasa.

Didim-panjakana raisina eo amin'ny Filan-kevitra ny Governemanta no mamaritra ny fombafomba fampiharana ity andininy ity.

TOKO III FIRAIKETANA AM-BOKY SY SORA-PANEKEN'NY ORINASA

Andininy - 12 : Firaiketana am-boky ny orinasa

Ireo Orinasa dia raiketina amin'ny Rejisitra ny Varotra sy ny Orinasa ary izany dia tsy itakina ny mpisolo nomena fahefàna sosialy honina eto Madagasikara na hizaka ny zom-pirenena Malagasy. Na izany aza anefa, ao anatin'ny telo volana nanaovana ny firaiketana am-boky ny orinasa, ny iray raha kely indrindra amin'ireo nomena fahefana sosialy ireo dia tsy maintsy monina eto Madagasikara na mizaka ny zom-pirenena Malagasy izy na vahiny manana ny fahazoan-dàlana hitoetra, na tapakila manamarina ny fangatahana ny fahazoan-dàlana hitoetra. Raha tsy izany, dia mety ho voatohintohina ireo tombontsoa azony, indrindra ny mikasika ny sata maha Fanjarinasa afak'haba azy na ny fahazoan-dàlana azony hanana tany. Azon'ireo rehetra manana tombontsoa atao ihany koa ny mangataka ny fanafoanana azy araka ireo fitsipika voalazan'ny lalàna iombonana mifehy ireo tsy fanarahana ny fepetra momba ny fananganana ny fikambanam-barotra.

Andininy - 13 : Fanoratana amin'ny bokim-panjakana ireo sora-paneken'ny orinasa

Ankoatra ireo sora-panekena izay mamaritra ny famoronana, ny fanalavana, ny fanovàna na ny fanafoanana orinasa iray, ny fampitomboana, ny fihenam-bidy noho ny fampiasana na ny fampihenàna ny renivola, ny sora-paneken'ny orinasa dia tsy maintsy voatery manaraka ireo fombafomba arahina amin'ny fanoratana amin'ny bokim-panjakana. Azon'ireo sampan-draharaham-panjakana rehetra raisina amin'izao, indrindra ny Rejisitra ny Varotra sy ny Orinasa ireo sora-panekena ireo. Ny fitanisàna ny sora-panekena nomena, ary indrindra ny daty izay entiny dia manan-kery, araka ny fisehony, mandrapisian'ny porofo mifanohitra amin'izany na mandrapisian'ny fanoratana ny diso. Tsy misy fampilàzana ilaina atao amin'ny gazety voasoratra mialohan'ny fandraiketany an-tsoratra ilay orinasa.

Andininy - 14 : Fanafoanana ny tsy maintsy hanamarinana ny sonia :

Ireo fifanarahana, sora-panekena, fitanana an-tsoratra na antontan-taratasy ilaina amin'ireo fombafomba ara-panjakana momba ny fanoratana azy amin'ny bokim-panjakana, dia tsy voatery manaraka ny paikady momba ny fanamarinana na ny fanekena ny sonian'ireo andaniny rehetra.

Ny fahamarinan'ny sonia izay natao dia azo itokiana mandra-pisian'ny porofo mifanipaka aminy

Ny fepetra voalazan'ity andininy ity dia tsy ampiharina amin'ireo fifanarahana izay manaiky ny famindrana amin'ny alalan'ny varotra fanana-mitoetra na fananganana fifanekem-panofana maharitra.

TOKO IV FANEKENA SY FANOMEZAN-DALANA HIASA

Andininy - 15 : Fanalavana sy fanovàna ny fahazoan-dàlana hiditra sy hitoetra ho an'ireo mpampiasa vola

Ny fanalavana ny fahazoan-dàlana hiditra sy hitoetra nomena eo amin'ny sisin-tany avy tamin'ireo saampan-draharaha ao amin'ny Ministera miandraikitra ny Atitany, ary ny fanovàna an'ireo fahazoan-dàlana ireo ho fahazoan-dàlana matianina dia atao eo anivon'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara.

Andininy - 16 : Fahazoan-dalana hitoetra sokajy matianina

Noforonina ny fahazoan-dàlana'ny mpifindra monina atao hoe « fahazoan-dàlana matihainina » izay omena an'ireo mpampiasa vola vahiny na misy fifandraisana amin'ny Fanjarinasa Malagasy amin'ny alàlan'ny fifanarahana arak'asa izy na miandraikitra iraka sosialy ao amin'io Fanjarinasa io toy ny mpitantana, tale jeneraly na tale jeneraly lefitra, mpitantan-draharaha ankapobeny, filohan'ny filankevi-pitantanana na filoha tale jeneraly jeneraly. Io fahazoan-dalana io dia omena ao amin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara avy amin'ny alalan'ny Minisitery miandraikitra ny Atitany.

Io fahazoan-dàlana matihanina io dia mamela izay nomena azy hitoetra sy hiasa ara-dalàna eto amin'ny tany Malagasy ary tsy mitaky ny fahazoan-dàlana izay voasolon'io fahazoan-dàlana matianina io.

Io fahazoan-dalana matianina io dia manankery mandritry ny telo taona manomboka amin'ny datin'ny tapakila manamarina fa nanao fangatahana.

Io fahazoan-dalana io raha vao nekena dia mitovy amin'ny fahazoan-dàlana hitoetra. Ankoatr'izany dia misy karatra fahazoa-mitoetra omena araka ny lalàna manan-kery ihany koa.

Ny fangatahana fanavaozana ny fahazoan-dàlana dia tsy maintsy atao ao anatin'ny iray volana alohan'ny daty maha lany andro azy.

Ny vady sy ny zanaka iantohan'ny tompon'ny fahazoan-dàlana dia mizaka avy hatrany ny zo mitovy aminy ary mandritra ny fe-potoana mitovy.

Andininy - 17 : Fahalalahana handray sy handroaka mpiasa nafarana avy tany ivelany

Ny Orinasa rehetra dia afaka mandray sy mandroaka mpiasa manam-pahaizana manokana izay nafarany avy tany ivelany noho ny filany mba hampandeha tsara ny fanjarinasa.

Ny fifanekena araka asa ho an'ireo mpiasa manam-pahaizana manokana nafarana avy tany ivelany dia mety hivaona amin'ny fepetra sasantsasany voalazan'ny fehezan-dàlana momba ny asa sy ny fitsipika ara-tsosialy mikasika :

- > ny fikambanany amin'ny vondrona momba ny fiahiana ara-tsosialy nahazo alàlana eto Madagasikara ;
- > ny fikambanany amin'ny SMIE ;
- > Ny fe-potoana sy ny antony nanaovana fifanarahan'asa amin'ny fe-potoana voafetra ;
- > ny fitsipika ampiharina amin'ny fandraisana mpiasa.

Ny fomba fampiharana ireo karazana fepetra mivoana voalaza etsy ambony dia ho faritana amin'ny didy amam-pitsipika.

Ireo fepetra mivaona ireo dia tsy mahazo manohintohina ireo zo fototra ananan'ny mpiasa araka izay nekena amin'ireo Fifanekena sy Fifanarahana Iraisam-pirenena izay nankatoavin'i Madagasikara.

Ireo mpiasa vahiny manam-pahaizana manokana nafarana avy tany ivelany dia mahazo avy hatrany fahazoan-dalana hitoetra matianina.

TOKO V FIDIRANA AMIN'NY FANANAN-TANIN'NY FANJARINASA

Andininy - 18 : Fidiran'ireo vahiny mpampiasa vola amin'ny fananana mifaka

a- Ny Fanjarinasa voafehin'ny lalàna malagasy izay ny fitantanana azy dia eo ambany fanarahamason'ny vahiny na antokon-draharaha miankina izy tenany amin'ny vahiny araka ny hevitra ny andininy faha-22 novan'ny Hitsivolana 62-041 tamin'ny 19 septambra 1962 momba ny fepetra ankapoben'ny lalàna anatin'ny sy ny lalàna iraisam-pirenena momba ny isam-batan'olona, dia omena alalana hahazo fananana mifaka rehefa mahafeno ireto fepetra roa mitambatra manaraka ireto :

- ny Orinasa dia tsy maintsy mahazo fahazoan-dàlana avy amin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara, mialohan'ny fandraiketana farany ny sora-panekena rehetra mamindra fanana mifaka, fahazoan-dàlana lazaina hoe « Fahazoan-dalana fizaka fananan-tany » izay homena araka ny fepetra feran'ny andininy faha-18 voalaza manaraka ;
- ny fanana mifaka dia tsy maintsy ampiasaina manontolo ary mandritra ny fotoana mitohy amin'ny fanatanterahana raharaham-barotra, indrindra indrindra indostrialy, fizahan-tany na fiantohan-draharaha, na raharaham-pambolena na fiompiana hazan-drano. Ny raharaham-barotra dia tsy natao ho amin'ny fahazoana fanana mifaka mba hivarotana azy any aoriana, amin'ny toetrany teo ihany na aorian'ny fanatanterahana ny fanatsarana na fanorenana.

b- Ny isam-batan'olona vahiny na ny fikambanana mizaka zo isam-batan'olona vahiny dia tsy mahazo miditra mivantana amin'ny fananan-tany. Na izany aza, azony atao malalaka ary tsy ilàna fahazoan-dalana mialoha ny manao fifanekem-panofanana maharitra, ka ny fe-potoana farany ela dia sivy folo taona, azo avaozina.

Andininy - 19 : Fahazoan-dalana hividitany

1. Ny fahazoan-dàlana hividitany dia omena eo anivon'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara izay manao izany amin'ny anaran'ny Minisitery miandraikitra ny Fananan-tany, araka ny fangatahan'ny mpampiasa vola hamokarana, izay mametraka antontan-taratasy ho amin'izany eo amin'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara ka ahitana ireto karazan-taratasy ireto :
 - > fangatahana an-tsoratra natolotra tamina tartasy efa vita sora-printy nofenoina ary nomen'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara ;
 - > fanehoana ny asa kasaina hatao sy ny antony manamarina ny fividianana ny fanana mifaka natokana amin'ny fanatanterahana azy ;
 - > taratasy fanamarinana fananan-tany momba ilay fanana mifaka kasaina ho azo raha toa ka efa voasoratra amim-boky na vita kadasitra izany ;
 - > ary izay taratasy rehetra takian'ny fandraharaham-panjakana momba ny fananan-tany, araka izay fisehoan-javatra entina anohanana ny fangatahana fananan-tany.

Omen'ny filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara tapakila naharaisana ny antontan-taratasy napetrany ny mpanao fangatahana.

2. Io fahazoan-dàlana voalaza io dia tsy midika velively ho titra fananan-tany momba ny fitompoana an'ilay tany izay antony izany, fa antontan-taratasy fotsiny ihany ahafahan'ny

andaniny sy ankilany hanatontosa ny fomba voatondro araka ny lalàna momba ny famindra-tompo ny fanana mifaka.

3. Ny fananana mifaka azo tamin'ny alalan'ny fahazoan-dalana hividy tany dia azo ovàna tompo malalaka na afindra, afa-tsy ny fanovàna tompo na famindrana ho an'ny olona vahiny.

Azo afindra tompo ihany koa amina orinasa voafehin'ny lalàna malagasy izany ny fitantanana azy dia eo ambany fanaraha-mason'ny vahiny na antokon-draharaha miankin-doha ihany koa amin'ny vahiny, raha toa ka mahazo fahazoan-dalana hividy tany araka ny fepetran'ny andininy faha-16 voalaza etsy ambony sy ity andininy voalaza ity.

Andininy faha-20 : Fisintonana sy fahazoan-dalana hividy tany

Azo atao ny misintona ny fahazoan-dàlana hividy tany noho ireto trangan-javatra manaraka ireto

:

- > tsy fanajàna ny fepetra nofaritana ho amin'ny fahazoan-dàlana hividy tany, indrindra ny fanovàna tsy misy fanomezan-dalana mialoha, ireo fepetra hampiasana ny tany ho amin'ny zavatra hafa noho ireo voalaza ao amin'ny tetikasa fampiasam-bola hamokarana ;
- > tsy fanatanterahana ny tetikasa fampiasam-bola hamokarana, eo anatin'ny fe-potoana enim-bolana manomboka amin'ny namoahana ny taratasy fananan-tany. Araka ny hevitr'ity antoko ity, ny fanatanterahana ny tetikasa fampiasam-bola hamokarana, araka ny fisehoan-javatra dia ny ny fanombohan'ny asa tanteraka, ny fanombohan'ny asa fanorenana na fanajariana nokasaina, na ny fanatanterahana ireo fombafomba ara-panjakana, ara-bola na ara-barotra ilaina amin'ny fampandehana ny raharaha.

Mialoha ny fisintonana ny fahazoan-dàlana hividy tany, dia tsy maintsy afaka maneho ny fanamarihana an-tsoratra ny mpampiasa vola hamokarana , rehefa hita ireo fanamarihana nomeny ireo dia azo omena fe-potoana tsy mihoatra ny telo (3) volana anaovany fanarenana izay tsy vita izy.

Ny fanatsoahana ny fanomezan-dàlana hividy tany dia tanterahana amin'ny alalan'ny didim-pitondrana milaza ny antony , izay ataon'ny Minisitry miandraikitra ny Fanana-tany, araka ny fangatahana nataon'ny Filan-kevitra ny Fampandrosoana ny Toekaren'i Madagasikara na izay olona manamarina fa manana tombontsoa amin'izany. Tsy maintsy milaza ny antony mampitombina ny tsy fanajan'ny mpampiasa vola hamokarana ireo fepetra amin'ny fanomezana ny fahazoan-dàlana na ireo andraikitra natao ho zakainy ny didim-pitondrana.

Ny fanatsoahana ny fanomezan-dàlana hividy tany dia mitarika avy hatrany fanafoanana ny zo amin'ny fananan-tany sy famindra-tompo ilay fananana mifaka sy ny fanajariana natao tamin'ny fanana mifaka an'olon-tsotra, ary tsy misy fanorenana azo atao amin'izany. Ny zavatra naorina, ny kojakoja indostrialy, ny milina dia mijanona ho fananan'ny mpampiasa vola izay tsy maintsy maka azy ireo, afa-tsy hoe nisy fifanarahana mifanohitra amin'izany. Toy izany koa ny momba ireo fananan'olon-kafa, ary indrindra ny an'ireo andrim-pitondrana fampitrosana fampanofàna.

TOKO VI FAMAHANA NY FIFANOLONANA

Andininy - 21 : Famahana ny fifanolanana

Ny fifanolanana eo amin'ny tera-tany mpampiasa vola hamokarana sy ny Fanjakana mikasika ny fivoasana na fampihariana ity lalàna ity dia entina eo anantrehana ny Fitsarana mahefa malagasy, afa-tsy hoe nisy fifanarahana na nifanaraka ny mpifanolana fa hanankina amin'ny fomba hafa ny famahana ny olana.

Ny fifanolanana eo amin'ny vahiny mpampiasa vola sy ny Fanjakana mikasika ny fivoasana na fampiharana ity lalàna ity dia vahana araka ny paik'adin-pitsarana na fanelanelanana miainga amin'ny :

- Fifanarahana sy fanekena mikasika ny fiarovana ny fampiasam-bola hamokarana noraiketina teo amin'ny Fanjakana malagasy sy ny Fanjakana niavian'ilay vahiny mpampiasa vola voakasik'izany, na raha tsy izany ;
- Fifanekena iraisam-pirenena ho amin'ny famahana ny olana mikasika ny fampiasam-bola hamokarana eo amin'ny Fanjakana sy ny teratanin'ny Fanjakana hafa nankatoavin'ny Lalàna laharana faha-66-011 tamin'ny 05 jolay 1966.

Na izany aza, raha mpangataka amin'ny paik'ady ilay vahiny mpampiasa vola hamokarana dia afaka misafidy malalaka, ho amin'ny toeran'ny paik'adin'ny fanelanelanana voalaza etsy ambony, ny hanankina amin'ny fitsarana mahefa malagasy ny ady ifanolanany amin'ny Fanjakana.

TOKO VII FEPETRA FARANY

Andininy-22 : Fepetra samihafa

Foana :

- ny andininy faha-2 ka hatramin'ny faha-6 amin'ny Lalàna laharana faha-96-015 tamin'ny 13 aogositra 1996 manafoana ny Lalàna laharana faha-89-026 tamin'ny 29 desambra 1989 mikasika ny Fehezan-dalàna momba ny fampiasam-bola hamokarana sy mametra ny antoka ankapoben'ny fampiasam-bola hamokarana eto Madagasikara ary koa ny rijan-teny fampiharana momba izany ;
- ny andininy faha-11, 11 fanindroany sy 11 fanintelony amin'ny Lalàna laharana faha-62-006 tamin'ny 06 jona 1962 nasiam-panovàna, mametra ny fandaminana sy ny fanaraha-maso ny fakam-ponenana amin'ny tany hafa ;
- ny andininy faha-10, 11 sy 16 amin'ny lalàna laharana faha-2004-052 tamin'ny 28 janoary 2005 momba ny fampitrosana fampanofàna.

Ary koa ireo fepetra mifanohitra amin'ity lalàna ity.

Averina amin'ny toetrany taloha ny andininy faha-18 sy 19 amin'ny Didim-panjakana laharana faha- 99-717 tamin'ny 08 septambra 1999 momba ny fampahafantarana ny fampisamboram-bola ny fanana-manaraka araka ny fandaharan-teny an-tsoratra natao voalohany amin'ny Lalàna laharana faha-2004-052 voalaza etsy ambony.

Andininy-23 : Hisy rijan-tenim-pitsipika mifehy hamaritra ny fomba fampiharana ilaina amin'ny fanatanterahana ity Lalàna ity.

Andininy-24 : Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblikan'i Madagasikara ity Lalàna ity. Hotanterahina izany fa Lalàm-panjakana.

Antananarivo, faha-

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA,

NY MPITANTSORATRA,

Jacques SYLLA